

Le HCR appelle à un soutien pour faciliter le retour des réfugiés burundais chez eux

UNHCR, 10 Feb 2023 Le chef du HCR salue les progrès accomplis en matière de rapatriement des réfugiés burundais et appelle à un soutien accru Bujumbura (Burundi) et Dodoma (Tanzanie) - Alors que la situation au Burundi s'améliore, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a souligné la volonté du HCR de prêter assistance aux réfugiés pour qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité depuis leur pays d'asile, et pour faciliter leur réintégration au sein de leurs communautés d'origine.

Plus de 200 000 réfugiés burundais ont été assistés par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, en vue de leur rapatriement depuis 2017. À la fin d'une visite de deux jours dans le pays, Filippo Grandi a également exprimé sa reconnaissance au Président Evariste Ndayishimiye pour les efforts déployés par le Burundi en faveur de la stabilisation de la situation dans le pays. « Nous vivons dans un monde où les opportunités de solutions durables au déplacement forcé sont rares. Trop souvent, les conflits se prolongent durant de nombreuses années. Mais je me réjouis de voir les réfugiés burundais faire le choix du retour après des années d'exil. Nous devons tous œuvrer pour que leur rapatriement soit durable », a déclaré Filippo Grandi. « Les efforts déployés par le gouvernement du Burundi et ses partenaires pour faciliter le retour des réfugiés burundais chez eux sont véritablement encourageants. » Filippo Grandi s'est rendu dans la région de Rugombo, où il est entretenu avec celles et ceux qui sont récemment rentrés au pays. Il a pu constater le soutien apporté par le HCR et ses partenaires aux rapatriés pour les aider à reconstruire leur vie. L'assistance fournie comprend le transport, la nourriture, une allocation en espèces et des articles ménagers à leur retour au Burundi. Compte tenu de l'ampleur des besoins, le HCR a pris la décision de renforcer son soutien aux personnes rapatriées. « Cependant, il faut que les acteurs du développement contribuent à améliorer l'accès aux services essentiels et à favoriser les moyens de subsistance au sein des communautés dans lesquelles ils s'intègrent, qui elles aussi ont besoin de soutien. Ce sont des citoyens burundais, et ils doivent être inclus dans les plans et initiatives de développement au niveau national », a ajouté Filippo Grandi. Le Burundi accueille par ailleurs environ 80 000 réfugiés congolais. Filippo Grandi s'est rendu au centre de transit de Cishemere, dans le nord-ouest du pays, à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), où il a rencontré des réfugiés qui ont fui les violences et les attaques dans l'est de la RDC. Après le Burundi, Filippo Grandi s'est rendu à Dodoma, en Tanzanie, pour rencontrer la Présidente Samia Suluhu Hassan. Parmi les sujets abordés, il a abordé la question des progrès réalisés pour instaurer au Burundi des conditions plus propices au retour des réfugiés. Le chef du HCR a également salué la longue tradition d'accueil des réfugiés en Tanzanie et a plaidé pour la poursuite des efforts visant à répondre aux besoins des personnes qui fuient les conflits. Plus de 248 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires du Burundi et de la RDC, vivent en Tanzanie. Le pays accueille le plus grand nombre de réfugiés burundais au monde. « Nos équipes continueront à travailler en étroite collaboration avec les deux gouvernements, les partenaires et les donateurs, y compris les acteurs du développement, pour assurer la protection et trouver des solutions durables en faveur des personnes déplacées », a conclu Filippo Grandi. Dans ce contexte, le HCR se félicite de la récente annonce de l'Union européenne, qui prévoit de mettre à disposition de divers partenaires une somme de 40 millions d'euros au cours des prochaines années afin de contribuer à la recherche de solutions durables au Burundi. Ce financement permettra aux réfugiés burundais dans la région, ainsi qu'à ceux qui sont rentrés chez eux, de bénéficier du soutien dont ils ont besoin pour vivre en sécurité et dans la dignité. Cette aide portera sur les aspects de protection et de résilience, l'assistance juridique, la prévention et la réponse aux violences sexuelles et sexistes, l'alphabétisation et la promotion des activités agricoles.